

L'éclair
6 Juin 28

Giraudoux dixit :-

M. Jean Giraudoux a parlé. Je ne saurais dire, en bonne vérité, qu'il m'a répondu. Mais il a parlé ; c'est un résultat. Nous commençons à craindre qu'il n'ait perdu l'usage de sa langue. Il était question d'une « consigne » qu'il avait reçue de ses chefs et qu'il observait en rongéant ses freins ». Cette consigne dont sa perplexité semblait s'accommoder à merveille, a été levée.

C'est le 27 avril que, pour la première fois, nos quatre questions lui furent posées. A cinq reprises, je les ai renouvelées en les précisant.

M. Giraudoux ne bronchait pas. On l'objurgait en vain ; le *Temps*, le *Figaro*, l'*Action Française*, vingt feuilles de Paris et des provinces prenaient parti dans la querelle. M. Giraudoux gardait un silence pathétique. Enfin, il s'est décidé. Il a fait ses confidences aux *Nouvelles Littéraires* qui me les apportent à Lyon, où je suis présentement.

Par le cor de Siegfried et par la cornemuse du Limousin, M. Giraudoux ne pourra pas prétendre qu'il a parlé sans réflexion. Quatre semaines pour quatre questions ! Trente jours pour, en définitive, répondre à côté !... Mais nous verrons cela.

Avant tout, nous ferons à notre honorable contradicteur, un reproche d'ordre général : il s'est défendu devant un tiers. Pourquoi ! Du moment qu'il se décidait à parler, il n'avait qu'à me faire chercher. Je fusse accouru. Je connais un peu son affaire, il sait ce que j'en pense. Nous eussions pu en parler utilement, nous convaincre l'un l'autre... Au lieu de cela, M. Giraudoux se penche vers l'oreille miséricordieuse de M. Frédéric Lefèvre, qui est, sans nul doute, un excellent *interviewer* mais qui n'est pas expert en comptabilité administrative. Passons.

M. Frédéric Lefèvre a vu Giraudoux, et il l'a entendu. La politesse des reporters, c'est l'impassibilité. Frédéric Lefèvre s'est montré poli au point de battre tous les records de la corporation. Il a froidement imprimé les propos de M. Giraudoux sous ce titre de la bonne école : *La fin d'une campagne. Il n'y a pas de mystère de la propagande, car, depuis 1920, il n'y a plus de service de la propagande*. Et il a mis là-dessous ce sous-titre : *Un exposé impartial*.

Et, tout de suite, nous apprenons que M. Giraudoux « a toujours été prêt à présenter à tout examen courtois » ses comptes et ses documents.

Qu'est-ce à dire ? M. Giraudoux était « prêt » et nous n'en avons rien su ! Peut-être ne se fiait-il pas à la courtoisie de notre examen ? Peut-être notre rudesse naturelle froissa-t-elle les pétales de cette orchidée diplomatique. Mais je n'étais pas seul à montrer tant de curiosité. Quelqu'un m'avait précédé. Ce quelqu'un c'était l'Association des écrivains combattants. En dépit de la plus vive insistance, ce groupement (dont nul ne peut, je pense, nier le droit de regard en ces questions), n'obtint de M. Giraudoux, si prêts à présenter ses comptes et si plein de bonne grâce, le moindre billet, la plus courte entrevue. Sur ce premier point, nous voilà fixés. Mais puisque M. Giraudoux a dit quelque chose, n'importe l'interlocuteur, écoutons-le. Mieux vaut, peut-être, qu'un journaliste connu pour sa conscience et sa placidité, ait recueilli ses paroles à notre place. Ainsi, nul ne nous accusera de les avoir détournées.

Donc, M. Giraudoux, interrogé en tant que « directeur de la propagande » nous fait sa volée que la propagande n'existe pas. Il le dit avec force et le journal *Figaro* en lettres grasses. Pas de propagande, parlant pas de directeur. Ainsi M. Giraudoux s'écume lui-même. Le charmant muscadin de lettres devient muscade de prestidigitateur, pour disparaître sous un soleil. Voyons d'un peu près, si l'on peut, ce joli tour.

« Il n'y a pas, dit Giraudoux, de service de propagande au ministère des Affaires étrangères MAIS UN SERVICE DES ŒUVRES FRANÇAISES A L'ÉTRANGER, service qui (retenez bien ceci !) n'a pas du tout un but de propagande... »

Et voilà !

Nous pourrions éclater de rire. Gorenflot — qui n'écrivait pas pour les ombres — serait-il donc un précurseur de M. Giraudoux ? La propagande n'existe pas elle s'appelle service des œuvres françaises à l'étranger. Je te baptise coupe !... Cette bouffonne explication, nous l'avions si bien prévue que, par une phrase de mon article du 11 mai, j'ai voulu en épargner la ridicule à M. Giraudoux. Peine perdue ! Et peine gâchée, celle que je pris de spécifier, *dès mon premier article*, que je demandais des comptes « à partir de 1920 » puisque aussi bien les « services de la propagande » au sens ministériel des mots ont disparu à la fin de 1919. Une date est une date. La terminologie administrative n'y peut rien. Passons. Je ne sais point m'acharner.

M. Giraudoux va-t-il nous objecter qu'on service n'a pas un but de propagande ? Aussitôt après ne dit-il point : « Un léger crédit a été réservé depuis la fondation du service, qui remonte à 1920, pour l'achat de livres et de revues. » Passons encore.

Qu'est-ce, en langage de diplomate qu'un « léger » crédit ? M. Giraudoux pour l'émerveillement de son interlocuteur et « souhaitant que Béraud cesse de pendre son temps à ferrailleur contre un ennemi imaginaire » se prétend disposé à fournir des renseignements précis. Il aurait très bien fait de nous fournir celui-là. Pour bien s'entendre, en matière de comptabilité, il faut parler chiffres.

Notre question était précise. Si fantaisiste qu'il soit, en tant que fonctionnaire M. Giraudoux éprouve tout de même l'honneur professionnelle des généralités. Je vais me faire un devoir de subdiviser ma curiosité. Je demande à M. Giraudoux de nous dire : 1° Quels sont les crédits dont disposait son service ; 2° Quelles sommes ont été perçues par la librairie de la N. R. F. au titre du « Service des œuvres françaises » ; 3° Combien d'abonnements ont été souscrits en 1922 et 1923 à la *Revue des Deux Mondes*, à la *N. R. F.*, au *Mercure de France* ? Car M. Giraudoux a oublié de parler des abonnements aux revues.

On voit que sur l'essentiel de sa réponse, je néglige de démentir M. Giraudoux. Je me borne à lui prouver sa propre existence.

tence, Robert Houdin n'en eût pas demandé davantage.

Cependant il a plu à M. Giraudoux de porter le débat sur le plan des « valeurs spirituelles ». Nous l'y suivrons docilement.

M. Giraudoux, niant que les librairies étrangères aient jamais été pourvues de livres français par ses soins, reconnaît que l'on trouve principalement dans leurs étalages les « couvertures blanches », et il conclut à un « enthousiasme et presque excès d'accueil » fait, dans les pays nouveaux de l'Europe centrale, aux auteurs de la N. R. F. Je pourrais répondre à cela que la présence obstinée d'une marchandise à l'étal est moins le signe du succès que l'indice de la mévente. J'ai d'autres raisons de croire que « dans les pays récemment établis d'Europe centrale », à Prague, pour parler clair, on ne s'arrache point les ouvrages en question. L'unique revue de langue française ne parle que de Gide et des siens. Mais il suffit d'aller aux statistiques pour connaître l'effet véritable de cette publicité et de l'autre — celle des conférences.

a dit :
« Ici, je réponds à la deuxième question de Béraud. Inutile de vous dire que le ministère n'envoie jamais à l'étranger aucun littérateur. »

Et il ajouta, sans rire :

« ... Si ce n'est sur la demande expresse soit du ministère de l'instruction publique, soit d'un groupe étranger qui a désigné nominativement le conférencier qu'il voulait entendre et auquel le ministère transmet l'invitation. »

Nous ferons une autre fois à cette plaisanterie le sort qui lui revient. Aujourd'hui, nous examinons l'essentiel. Poursuivons :

« ... Le ministère se borne, par une intervention auprès des compagnies... ou PAR UNE FAIBLE INDEMNITÉ, à réduire leurs frais de voyage... »

Sur tout cela, deux questions nettes : Est-ce vous qui avez envoyé M. Abel Hermant en Espagne, où il fut, dit-on, sifflé ? Si c'est vous, pouvez-vous montrer la lettre du groupe qui « réclama » M. Hermant ?

A combien s'éleva la « faible indemnité » de M. Henri Bordeaux, visitant la Palestine, en mars-avril 1922 ?

Au sujet de la « valeur spirituelle », M. Giraudoux a bien voulu me mettre en cause.

Je l'en remercie.

Non, par vanité, mais pour ce qu'il me donne mon meilleur argument. On va connaître ce que valent les affirmations de ce « directeur de service » et comment il s'informe. M. Giraudoux, faisant allusion à une conférence qui me fut demandée cet hiver, dit : « Alors que le type de l'ancien conférencier, disert et aimable, parlant des « grands obèses de l'histoire », ne récolte plus d'auditeurs, tout conférencier technicien est sûr d'avoir une salle comble qui l'écouterait avec ferveur. »

Elle est bien bonne ! Le morceau est de choix : je m'en voudrais d'y changer un seul mot. « L'ancien conférencier qui ne récolte plus d'auditeurs », c'est moi-même, sans nulle vanité. M. Giraudoux le dit très précisément. Or, la conférence sur les grands obèses de l'histoire n'eut lieu qu'une seule fois, à Bruxelles, dans la salle du Trocadéro, sous les auspices des « Amis de la langue française ». Il y avait deux mille cinq cents personnes. Huit jours plus tôt, le technicien Jules Romains était emboîté avec ferveur par deux cents auditeurs à Anvers.

Voilà comment on écrit l'histoire, au Quai d'Orsay.

Je préférerais, certes, ne pas faire état, ici, d'un succès personnel. Mais les besoins de la cause que nous défendons m'obligent à dire que la presse bruxelloise tout entière proclama que les conférenciers diserts et aimables servent mieux la France à l'étranger que les magisters et les culottes. J'en suis fâché, mais c'est ainsi ; et je tiens les articles à la disposition des ministres compétents, lesquels verront par là s'il y a lieu de maintenir leurs faibles indemnités aux conférenciers sol-disant « réclamés par les groupes étrangers ». Nous reverrons d'ailleurs tout cela en détail.

Pour le reste de l'interview, qui concerne les opinions littéraires de M. Giraudoux, je n'y reprendrai rien — par même dans la mesure où ses fonctions m'autorisent à le faire. Emile Buré l'a fait, au surplus, et fort nettement. Je m'en tiens ici à une querelle de contribuable à fonctionnaire.

Nous avons donné à M. Giraudoux quelques démentis. Sur certains points, nous l'avons laissé se défendre à lui-même. Enfin, nous avons précisé certaines de nos questions. Je répète, une fois de plus, que nous n'y mettons aucun amour-propre. Quand M. Giraudoux aura daigné nous répondre comme il convient, nous verrons s'il nous est possible de renoncer à nos avantages. Il prendra sans doute le temps de réfléchir (c'est une hypothèse que nous pouvons nous permettre). Pour bercer ses loisirs, je lui raconterai prochainement quatre petites histoires : l'une concernant les Ecrits nouveaux, l'autre touchant à un certain article de M. J. Rivière dans la Revue rhénane ; la troisième lui rappellera l'heureux souvenir du temps où il voulait me répondre devant que je l'interrogeasse, et la dernière, de beaucoup la plus savoureuse, montrera que les diplomates savent moins encore écouter sans être vus que se taire sans murmurer.

HENRI BERAUD.

P.-S. — J'ai trouvé au Mercure de France la lettre suivante de M. André Gide :

24 mai 1923

Cher monsieur Béraud,

J'ai compris à demi-mot la fine allusion de votre dernier article. Non ? Je ne suis pas un tybran ; « mes familiers » en ont menti.

Votre très obéissant,

André GIDE.

Cette lettre accompagnait une boîte d'excellents chocolats. Des chocolats à moi ! M. Gide me prendrait-il pour un petit garçon ? Merçi quand même !

H. B.